

Le désarmement à l'ONU— Adieu aux armes?

par Marcel Merle

Au début du mois de juillet dernier, le rideau est tombé sur la session extraordinaire que l'Assemblée générale des Nations Unies a consacrée au désarmement. On aura entendu de beaux discours, enregistré quelques propositions intéressantes, élaboré un «consensus» aussitôt désavoué par certains pays, adopté des résolutions dépourvues de force obligatoire et, surtout, modifié la composition et les règles de fonctionnement des organismes chargés de continuer à étudier le problème. Puis chacun s'en est retourné à ses arsenaux, à sa balance des comptes, à la sécurité de ses frontières ou de ses approvisionnements, comme si la scène qui s'était jouée à New York pendant plusieurs semaines n'était pas autre chose qu'un entr'acte.

Les optimistes diront sans doute qu'un processus a été engagé; les pessimistes ne verront au mieux dans tout ce branlebas qu'une de ces tentatives d'exorcisme par lesquelles les sociétés en péril tentent de conjurer le mal qui les accable ou, au pire, qu'un hommage rendu par le vice à la vertu. Les réalistes se contenteront d'observer que la collectivité des nations, assemblée dans la plus vaste des organisations internationales, n'est pas encore disposée à dire adieu aux armes.

Mais il ne suffit pas de gémir sur l'aveuglement d'une humanité en proie à un comportement suicidaire. Il faut encore expliquer pourquoi, en la matière plus encore qu'en aucune autre, l'intérêt commun ne parvient pas à prévaloir sur ce que chacun considère comme son intérêt particulier. Si le problème du désarmement se présente comme un cercle vicieux, c'est parce que l'esprit humain, aux prises avec la réalité sociale, se trouve prisonnier d'une double contradiction: celle de la fin et des moyens, celle de la cause et des effets.

De la fin et des moyens

Faut-il désarmer? Faut-il mettre fin à l'accumulation des moyens de destruction et convertir les sommes ainsi dilapidées au financement de l'amélioration du sort de l'humanité?

Posé en ces termes, le problème ne comporte évidemment qu'une seule réponse possible pour un esprit raisonnable. Dans leur sécheresse les chiffres sont d'ailleurs plus éloquents que tous les discours:

Les dépenses militaires mondiales pour 1978 ont été estimées à 400 milliards de dollars, la part des pays de l'OTAN et du Pacte de Varsovie

M. Merle était professeur au Département de science politique de l'Université de Paris, à l'Institut d'études politiques de Paris et à l'Ecole nationale d'administration lorsqu'il rédigea cet article.
